Bulletin trimestriel de conjoncture

Suivi de la conjoncture financière et bancaire

N° 136 – 2ème trimestre 2008

Sommaire

Méthodologie _____ **4**

1. Synthèse _____ **5**

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit _____ **10**

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière _____ **11**

Les placements des ménages _____ 12

Les disponibilités des entreprises _____ 13

4. Les passifs financiers de la clientèle non financière _____ **14**

4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit _____ 14

4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux _____ 15

L'endettement des ménages _____ 16

L'endettement des entreprises _____ 17

5. Risques sectoriels _____ **18**

6. Rappel des taux _____ **19**

7.1 Taux réglementés _____ 19

7.2 Principaux taux de marché _____ 19

7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises _____ 19

7.4 Taux de l'usure _____ 19

7. Monnaie fiduciaire _____ **20**

7.1 Emission mensuelle de billets euros _____ 20

7.2 Emission mensuelle de pièces euros _____ 20

8. Changeurs manuels _____ **20**

8.1 Achats et ventes de dollars _____ 21

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Deux critères cumulatifs sont retenus par l'IEDOM pour l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas l'une de ces conditions sont considérés comme non installés localement. C'est le cas par exemple de l'Agence française de développement (AFD) ou la Casden qui disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. On précisera que la Banque postale est considérée comme un établissement local.

2) Enquête

L'IEDOM réalise trimestriellement une enquête de conjoncture auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement (13 établissements concernés). Le questionnaire vise à appréhender les évolutions de leur activité commerciale en dépôts et en crédits ainsi que leur opinion portant sur différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées relativement à la taille des établissements en fonction de leurs encours en dépôts ou en crédits selon la nature de la question posée. Les résultats obtenus donnent une mesure synthétique de l'appréciation de la situation.

3) Actifs financiers

Dans cette note, les actifs financiers concernent exclusivement les dépôts auprès des banques locales et de la Banque postale. En sont exclus les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

En plus des *dépôts à vue*, *les placements liquides ou à court terme* regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires). *L'épargne à long terme* est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont cependant pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit de la place mais gérés par des sociétés affiliées, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages comprennent les particuliers, les entrepreneurs individuels (EI) et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières (SNF); les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et les fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Au titre des passifs financiers, est présentée la situation des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux d'une part, et par l'ensemble des établissements d'autre part.

Les établissements de crédit non installés localement (ECNIL) et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden, Natexis et le Crédit foncier de France.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre les catégories entreprises et ménages selon les types de crédits considérés. Les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés en encours des ménages avec les données des particuliers, alors que les autres catégories de crédit des EI le sont en encours des entreprises avec la totalité des données des sociétés non financières (SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage, tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

S'agissant des ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation recouvrent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information, bien que non exhaustive, permet une analyse des encours de crédits par secteurs économiques.

Cette base statistique est complétée par les données d'encours de créances douteuses déclarées localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10.000 euros, et par celles des arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22.500 euros, transmises par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle internationale

La conjoncture financière internationale est restée tendue au second trimestre 2008. De grands établissements bancaires ont annoncé de nouvelles dépréciations d'actifs qui ont contraint certains d'entre eux à lancer d'importantes recapitalisations pour maintenir leur solvabilité. La poursuite de la crise financière a poussé les autorités américaines à soutenir des établissements en difficulté, notamment les deux organismes spécialisés dans le refinancement hypothécaire par la définition mi-juillet d'un plan de redressement qui autorise notamment le Trésor américain, jusqu'à la fin 2009, à acheter des actions de ces deux sociétés ou à accroître leurs lignes de crédit.

Parallèlement, la Réserve Fédérale américaine (FED) a maintenu à 2 % son principal taux directeur depuis la dernière baisse intervenue le 30 avril 2008, mettant ainsi fin, au moins provisoirement, à un cycle de baisse initié en septembre 2007. La Banque Centrale Européenne a, de son côté, relevé ses taux directeurs de 25 points de base le 3 juillet 2008 pour lutter contre des pressions inflationnistes inédites depuis plus de quinze ans et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

En effet, le cours du pétrole, tiré par la demande des pays émergents, a atteint son plus haut mi-juillet à 147 $ le baril, soit une progression de près de 50 % depuis le début de l'année 2008, et les matières premières alimentaires ont suivi la même tendance. Cette hausse du pétrole s'est intégralement répercutée sur les prix à la consommation en Europe dans la mesure où l'euro a cessé de s'apprécier face au dollar pour se stabiliser autour de 1,58 $.

2 – Evolution conjoncturelle en Guadeloupe

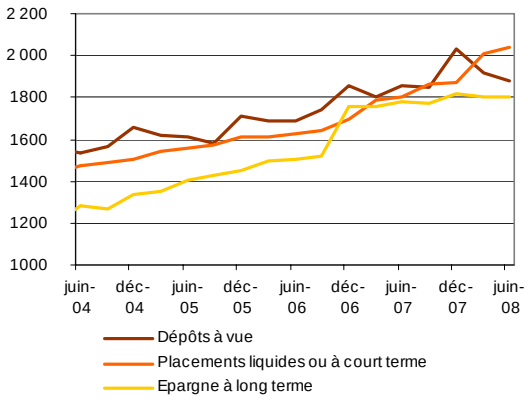
Les statistiques du 2ème trimestre 2008 traduisent un tassement de l'activité économique dans le département. L'ensemble des agents économiques étant concerné, les établissements de crédit ont subi, pour le deuxième trimestre consécutif, les effets d'une conjoncture plus difficile, tant sur la collecte de dépôts que sur l'octroi de crédits.

2.1 - L'évolution des actifs financiers en Guadeloupe

Une collecte de dépôts en léger recul sur le trimestre…

Au 2ème trimestre 2008, dans la continuité du net ralentissement observé en mars (+0,1 %), les actifs financiers de la clientèle ont diminué de 0,2 % (-10 millions €) pour s'établir à 5,72 milliards €. Les dépôts bancaires recensés dans le département n'avaient pas reculé depuis le 1er trimestre 2004 (-0,1 %).
Sur un an, les établissements de crédit ont affiché une croissance relativement faible de leur collecte de dépôts (+ 5,3 %), inférieure de près de 3 points au taux moyen annuel enregistré depuis 2004.

Evolution des différents placements
(en millions €)



…en raison de fortes tensions sur les comptes ordinaires des entreprises, …

L'encours des dépôts à vue est le seul contributeur à la baisse des actifs financiers. Il a reculé de 2,2 % (- 42,2 millions €) sur trois mois pour s'établir à 1,88 milliard € à fin juin. Le taux de croissance annuel est resté modeste, à 1,2 %.

Les **entreprises**, dont le volume d'affaires s'est tassé depuis le début de l'année 2008, sont en butte à des difficultés de trésorerie qui se sont traduites par une nette diminution de l'encours de leurs comptes à vue (- 10,9 % soit - 84,9 millions €, et - 3,9 % sur un an). Les tensions de trésorerie ressenties par les entreprises du département sont également perceptibles dans le recours au crédit de trésorerie, dont l'encours a augmenté de 6,9 % sur le trimestre.

A contrario, après la baisse des disponibilités des **ménages** en mars (-2,4 %) liée à la correction saisonnière du pic généralement observé au mois de décembre[1], l'encours des comptes ordinaires créditeurs de cette clientèle s'est redressé de 2,5 % (+ 24,3 millions €). Les particuliers sont ainsi demeurés les principaux détenteurs de dépôts à vue avec 52,6 % de l'ensemble des encours collectés.

Les dépôts à vue des **autres agents** se sont, pour leur part, inscrits en forte hausse au 2ème trimestre 2008 (+ 10,3 %, soit + 18,5 millions €).

... d'un net tassement de l'épargne à long terme[2],...

Après le repli observé en début d'année (-0,7 %), l'**épargne à long terme** collectée par les établissements de crédit s'est stabilisée à 1,80 milliard € en juin. En glissement annuel, la croissance de l'épargne longue est apparue faible (+1,4 % contre + 12,5 % en moyenne annuelle sur quatre ans).

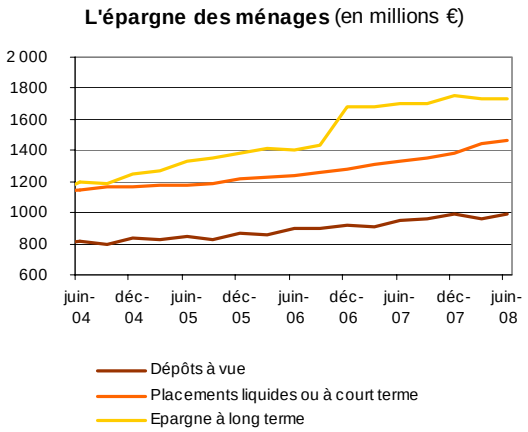
L'épargne longue des ménages, qui représente 96,4 % du total, est restée stable par rapport à mars 2008. En raison de la modification de la fiscalité intervenue en 2006, le plan d'épargne logement poursuit son recul. L'encours afférent a ainsi perdu 1,9 % sur trois mois pour se placer à 447,6 millions €. Ce type de placement demeure néanmoins l'une des composantes essentielles de l'épargne longue des ménages guadeloupéens (25,8 % de l'encours total).

En baisse continue depuis septembre 2007 en raison notamment des répercussions de la crise des subprimes sur les marchés financiers, l'encours des **portefeuilles-titres** des ménages est demeuré relativement stable à fin juin 2008 (- 0,1 %). Dans cette même tendance, le rythme de diminution des **OPCVM non monétaires** a fortement ralenti, passant de - 5,4 % à - 2,9 % (soit – 2,8 millions €).

Parmi les rares catégories d'épargne longue orientées à la hausse, l'encours des contrats d'**assurance-vie** a affiché une croissance modeste au 2ème trimestre 2008 (+1,5 % après + 0,6 % en mars) pour atteindre 942 millions €. Ce placement demeure le premier produit d'épargne à long terme des ménages (53,4 % du total). Toutefois, du fait des tensions observées depuis plusieurs mois sur les marchés boursiers, la collecte des contrats d'assurance-vie, plus particulièrement les contrats en unités de compte, a fortement ralenti : le taux de croissance annuel de l'encours est passé de 14,8 % en juin 2007 à 8,0 % en juin 2008.

...et d'un ralentissement des placements liquides ou à court terme.

A fin juin 2008, les **placements liquides ou à court terme** ont augmenté de 1,5 % (+ 26,1 millions €) et ont atteint 2,04 milliards €. Le rythme de croissance trimestriel a ainsi perdu 5,7 points. En revanche, sur un an, l'encours a augmenté de 13,3 %, soit un rythme largement supérieur à la moyenne sur quatre ans (+ 6,1 %).



Le ralentissement constaté tient en premier lieu aux **ménages** dont l'encours a augmenté de seulement 1,2 % (+ 18,1 millions €) sur trois mois. Ils demeurent toujours les principaux détenteurs d'épargne à court terme, avec 71,8 % du total collecté par les établissements de crédit du département. La croissance de l'épargne à court terme des ménages est davantage liée à l'épargne réglementée qu'aux placements indexés sur les taux du marché monétaire (0,9 point contre 0,4 point).

Après l'effet positif enregistré en mars à la suite de la hausse des taux de rémunération des principaux supports intervenue le 1er février 2008, **l'épargne réglementée** a affiché une croissance modérée (+1,0 %, soit + 12,7 millions €) en juin. Les encours des livrets ordinaires (40,5 % du total) et des comptes d'épargne logement (8,8 % du total) ont en effet stagné au cours du 2ème trimestre. Les livrets A et bleus, qui représente le tiers de l'encours, ont pour leur part enregistré une croissance modeste (+1,2 %) sur la

[1] Cette hausse périodique de l'encours au mois de décembre est liée à la perception de salaires plus élevés que la moyenne mensuelle (en raison notamment du versement de primes de fin d'année et d'un 13ème ou 14ème mois de salaire).

[2] L'analyse de l'évolution de l'épargne à long terme sur le premier semestre 2008 devra rester prudente en raison des difficultés de collecte des états comptables relatifs aux valeurs mobilières et produits d'assurance-vie auprès de 3 établissements de crédit.

période sous revue. Seuls les encours des livrets de développement durable (LDD) et des livrets d'épargne populaire sont demeurés bien orientés avec des taux de croissance de l'ordre de 3,0 %.

En parallèle, les **placements indexés sur les taux du marché monétaire** ont enregistré une croissance molle au 2ème trimestre 2008 (+ 2,3 % après + 13,1 % en mars). Ce désintérêt ponctuel pourrait provenir d'une légère baisse des taux d'intérêt à court terme sur les marchés financiers, le taux moyen mensuel (TMM) ayant perdu 0,1 point entre mars 2008 et juin 2008. Toutefois, sur un an, ces placements restent bien orientés (+30,9 % pour les comptes à terme et +19,8 % pour les OPCVM monétaires) du fait des arbitrages opérés par les particuliers en faveur de ces supports, dont la rémunération bénéficie du trend croissant des taux à court terme.

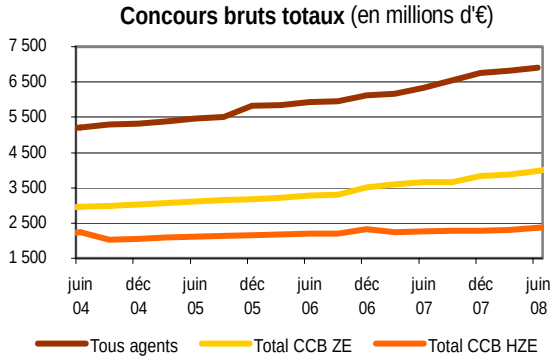
Après le dynamisme observé en début d'année, l'épargne à court terme des **entreprises** s'est replié de 3,2 % (-13,5 millions €) en juin. Toutes les catégories de placement se sont inscrites en baisse.
Les encours des dépôts à terme et des OPCVM monétaires qui avaient fortement augmenté en mars ont diminué de respectivement 2,9 % et 3,9 % au 2ème trimestre. Sur un an, ces placements rencontrent un vif succès (+28,0 % et +17,8 %), en raison de l'attractivité de leur rémunération induite par la flambée des taux à court terme depuis août 2007. Pour leur part, les certificats de dépôt ont diminué de 1 % sur trois mois (+55,6 % sur un an).

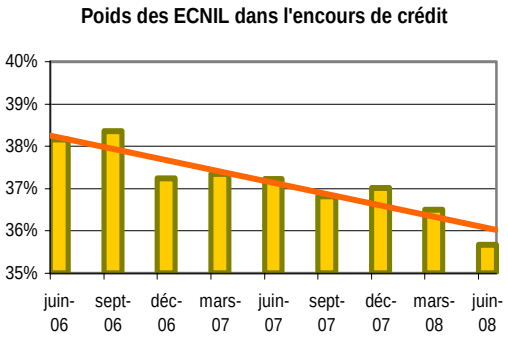
2.2 - L'évolution des passifs financiers en Guadeloupe

Atonie de l'activité d'octroi de crédits pour le deuxième trimestre consécutif...

Sur fond d'incertitudes et de tensions sur la conjoncture économique dans le département au premier semestre 2008, les établissements de crédit ont observé un tassement de leur activité de crédit à la clientèle. En conséquence, à 6,31 milliards €, l'encours sain des crédits a augmenté très faiblement en juin (+1,4 %, soit + 88,1 millions €), dans le prolongement d'un 1er trimestre moins favorable (+1,1 %). Le taux de croissance annuel est en revanche resté relativement soutenu (+9,6 %, soit +551,4 millions €).

L'encours sain des crédits octroyés par la place bancaire locale a suffi à porter l'évolution d'ensemble avec une hausse de 99,2 millions € sur le trimestre (+2,6 %), celui des établissements non installés localement ayant accusé un repli de 11,0 millions € (- 0,5 %).





...affectant l'ensemble des segments de marché...

Même si un léger mieux est observé par rapport au 1er trimestre 2008, l'ensemble des catégories de crédit a affiché une croissance modeste à fin juin.

Les crédits d'investissement sont particulièrement concernés, avec une croissance de 1,0 % de l'encours (+10,6 % sur un an), inférieure de 0,2 point à celle enregistré à fin mars. La croissance des crédits à la consommation est restée contenue (+0,6 %) tandis que le financement de l'habitat, qui s'était nettement tassé en début d'année 2008, est reparti timidement à la hausse (+2,3 %). Enfin, les crédits d'exploitation se sont accrus de 3,9 %, contre +1,4 % en mars 2008, témoignant de la persistance des difficultés de trésorerie des entreprises du département.

...et singulièrement la clientèle des particuliers

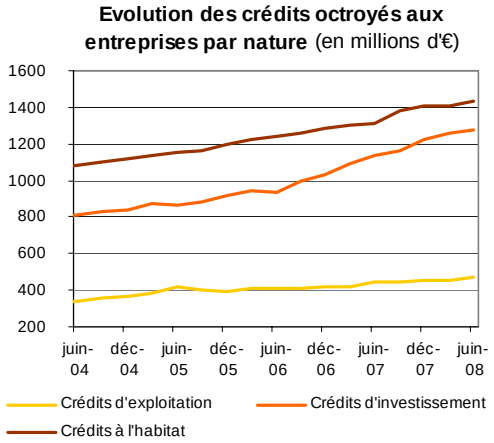
La croissance trimestrielle de l'encours des crédits octroyés aux **ménages** n'a pas dépassé 2 %, mais est restée conforme à la moyenne observée sur quatre ans (+1,8 %). En valeur, elle s'est établie à +42,5 millions €, portant l'encours à 2,34 milliards € à fin juin 2008. Le taux de croissance annuel a atteint 10,7 %.

S'agissant de cette clientèle, on souligne en premier lieu l'atonie du marché du crédit à la consommation. En liaison avec une saturation progressive du marché automobile dans le département et des tensions persistantes sur le pouvoir d'achat des ménages, le financement de la consommation des particuliers a nettement ralenti au cours des deux derniers trimestres. Après s'être stabilisé autour de 886 millions € à fin mars, l'encours a augmenté de seulement 0,6 % à fin juin, soit un rythme trimestriel inférieur de 0,7 point à la croissance moyenne sur quatre ans. Sur un an, le constat est identique avec un taux de croissance faible (+4,4 %).

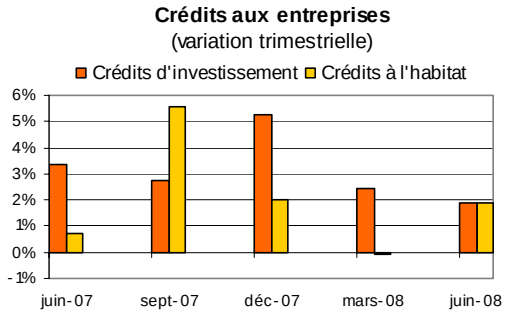
En revanche, en dépit de la persistance des tensions sur la trésorerie des ménages, le recours aux lignes de découvert a diminué entre mars et juin (-6,9 %). Il reste cependant important, avec un encours excédant les 40 millions €.

Enfin, la principale composante des crédits aux particuliers, l'habitat, a affiché une croissance trimestrielle modeste (+2,7 % après +1,6 % au 1er trimestre).

S'agissant de la clientèle des **entreprises**, l'encours de crédits a progressé de 2,1 % entre mars et juin 2008, contre +1,0 % au trimestre précédent. L'encours a ainsi atteint 3,20 milliards € et représente désormais 50,8 % de l'encours sain total.



Après la baisse observée au 1er trimestre 2008, en dépit de l'incertitude pesant sur les dispositifs fiscaux attachés à la loi programme et de la prudence affichée par la profession bancaire dans le financement de la promotion immobilière, l'encours des crédits à l'habitat a affiché une hausse de 1,9 % à 1,43 milliard €, représentant 44,8 % du total des crédits octroyés aux entreprises. Sur un an, la progression a atteint 9,7 %, contre +7,3 % en moyenne annuelle sur quatre ans.



Reflet d'une conjoncture économique plus difficile dans la plupart des secteurs d'activité au 2ème trimestre 2008, les crédits d'investissement des entreprises ont augmenté de seulement 1,9 % (+24 millions €) , contre +2,5 % en mars 2008, pour atteindre 1,28 milliard €. L'encours de crédit-bail a décliné de 2,1 % tandis que les crédits à l'équipement ont maintenu un taux de croissance proche de 3 %. Il convient de rappeler que, parmi les principaux souscripteurs de crédits à l'équipement, les entreprises du BTP ont fait face depuis le début d'année 2008 à un tassement de leur activité. L'absence de projets d'envergure ou le retard dans le démarrage de chantiers publics pèsent en effet sur la production de ces entreprises. Par ailleurs, les entrepreneurs individuels apparaissent comme le segment le plus fragile : leurs crédits à l'équipement a régressé de 4,0 % entre mars et juin.

Sur la période, l'encours de crédits d'exploitation a en revanche augmenté de 3,3 % (+15,3 millions €), principalement sous l'effet d'une forte hausse des crédits de trésorerie (+6,9 %). Cette dernière évolution est à mettre en relation avec la dégradation de l'encours des comptes à vue observée au cours du 2ème trimestre 2008.

Deux secteurs d'activité sont apparus particulièrement affectés : l'industrie dont l'encours à court terme déclaré au SCR a affiché une croissance de 14,2 % (+4,3 millions €) et la construction qui, face à l'allongement de ses délais de règlement-clientèle, voit son encours de crédits à court terme progresser de 32,0 % (+ 17,6 millions €).

En parallèle, l'utilisation des lignes de découvert s'est légèrement renforcée entre mars et juin (+1,6 %), portant l'encours des comptes ordinaires débiteurs à 191,6 millions €. Sur un an, elle a crû de 16,3 %

L'encours des crédits des **collectivités locales**, détenu à hauteur de 63,8 % par des établissements non installés localement, s'établissait à 626,2 millions € à fin juin 2008, en recul de 0,9 % sur trois mois.

2.3 - Perspectives

L'activité bancaire au troisième trimestre 2008 s'inscrit dans le prolongement de la morosité observée à fin juin. L'enquête réalisée auprès des directions des établissements de crédit de la place fait en effet état d'une collecte de dépôts atone, conjuguée à une activité d'octroi de crédits en demi-teinte. Si les crédits d'exploitation des entreprises s'inscrivent en hausse du fait de la persistance des tensions de trésorerie, le ralentissement observé sur les crédits à l'équipement se poursuit. Sur le segment des particuliers, le financement de l'habitat demeure bien orienté mais les crédits à la consommation continuent de diminuer.
Les prévisions pour le quatrième trimestre s'avèrent plus optimistes : la collecte de dépôts devrait amorcer une reprise, de même que l'octroi de crédits en dépit d'un environnement économique jugé dégradé par les répondants à l'enquête.

La légère reprise de l'activité au dernier trimestre 2008 laisse entrevoir une augmentation du PNB. Néanmoins, en raison d'une augmentation des charges d'exploitation et du coût du risque, les dirigeants des banques locales anticipent une faible croissance de leur résultat net en fin d'année.

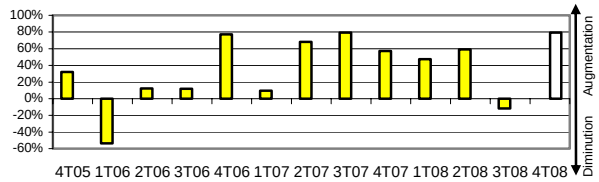
2. L'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinion des dirigeants

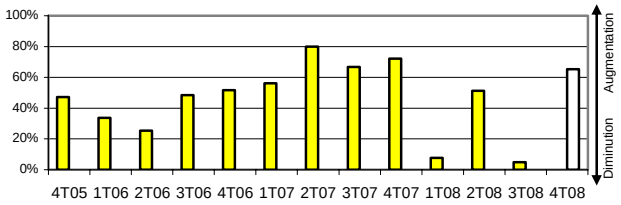
(BDAF, BNPPG, BRED, CEPAC, CRCAMG, CRCMMOM, FCMAG, CMA)

Données brutes Prévisions

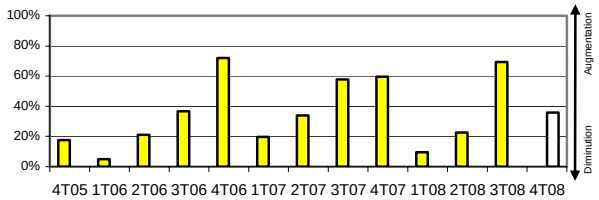
Collecte des dépôts



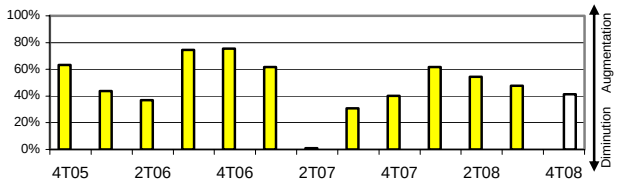
Crédits d'équipement aux entreprises



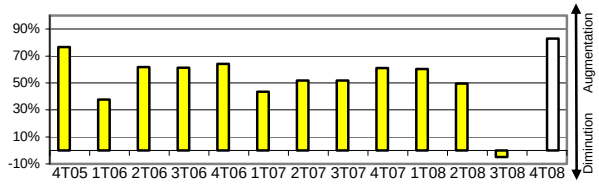
Crédits d'exploitation aux entreprises



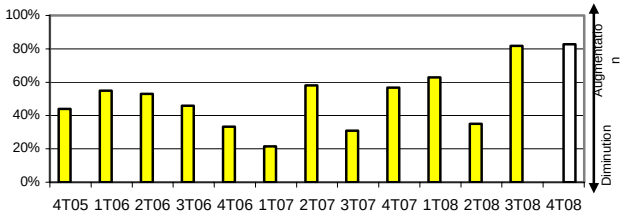
Crédits à l'habitat des particuliers



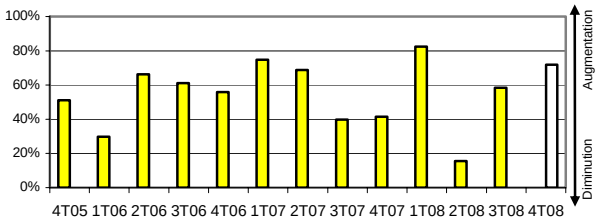
Crédits à la consommation des particuliers



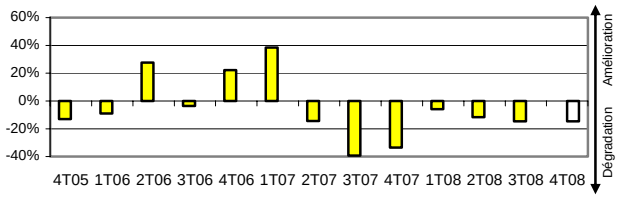
Produit net bancaire



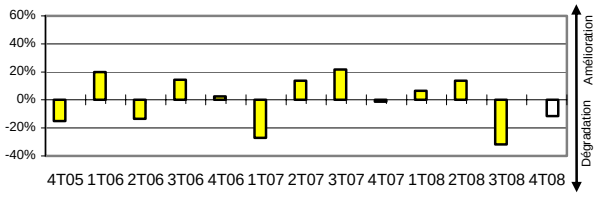
Commissions



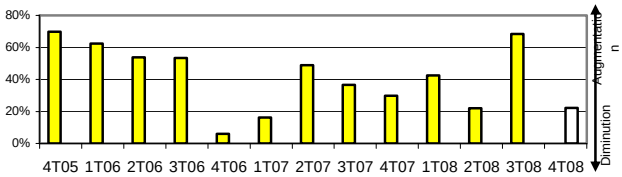
Charges d'exploitation



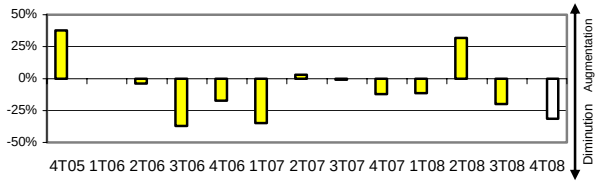
Coût du risque



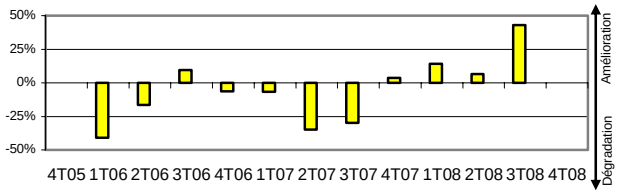
Résultat net



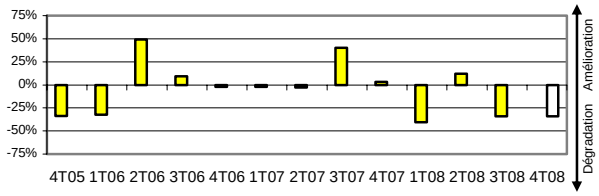
Effectifs



Climat social



Environnement économique



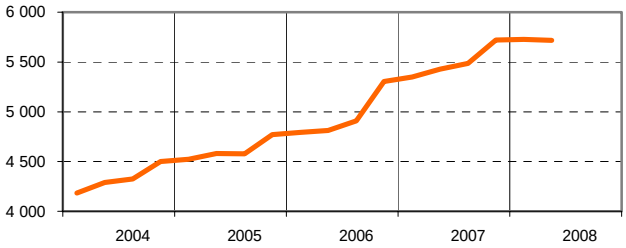
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin 04	juin 05	juin 06	juin 07	sept 07	déc 07	mars 08	juin 08	1 an	3 mois
Sociétés non financières	**834,0**	**925,1**	**987,3**	**1 094,2**	**1 159,4**	**1 267,5**	**1 236,5**	**1 138,9**	**4,1%**	**-7,9%**
Dépôts à vue	**534,9**	**590,5**	**625,2**	**718,7**	**726,4**	**867,4**	**775,6**	**690,7**	**-3,9%**	**-10,9%**
Placements liquides ou à court terme	**233,9**	**277,3**	**283,1**	**320,4**	**375,2**	**353,3**	**415,4**	**401,9**	**25,4%**	**-3,2%**
Comptes d'épargne à régime spécial	1,6	1,9	2,3	1,5	1,3	1,6	1,2	0,9	-39,9%	-23,4%
Placements indexés sur les taux de marché	232,3	275,4	280,8	318,9	373,9	351,7	414,2	401,0	25,7%	-3,2%
dont comptes à terme	*84,6*	*91,5*	*105,2*	*125,5*	*138,7*	*135,5*	*165,6*	*160,7*	*28,0%*	*-2,9%*
dont OPCVM monétaires	*97,5*	*142,6*	*141,7*	*159,4*	*192,2*	*176,1*	*195,4*	*187,7*	*17,8%*	*-3,9%*
dont certificats de dépôt	*49,9*	*40,7*	*33,7*	*33,7*	*42,8*	*39,9*	*52,9*	*52,4*	*55,6%*	*-1,0%*
Epargne à long terme	**65,3**	**57,4**	**79,1**	**55,1**	**57,7**	**46,9**	**45,5**	**46,3**	**-15,9%**	**1,7%**
OPCVM non monétaires	43,8	36,0	56,6	35,7	35,5	29,0	27,9	26,7	-25,1%	-4,1%
Ménages	**3 160,1**	**3 356,2**	**3 541,7**	**3 990,4**	**4 006,3**	**4 121,5**	**4 146,9**	**4 189,2**	**5,0%**	**1,0%**
Dépôts à vue	**816,1**	**843,4**	**900,8**	**953,4**	**955,2**	**986,1**	**962,9**	**987,2**	**3,5%**	**2,5%**
Placements liquides ou à court terme	**1 149,9**	**1 179,5**	**1 236,4**	**1 332,4**	**1 353,2**	**1 385,6**	**1 446,6**	**1 464,6**	**9,9%**	**1,2%**
Comptes d'épargne à régime spécial	989,8	1 040,9	1 091,0	1 145,0	1 151,8	1 180,3	1 214,2	1 226,9	7,2%	1,0%
Livrets ordinaires	*402,4*	*423,9*	*451,3*	*469,4*	*471,8*	*479,7*	*496,1*	*497,3*	*5,9%*	*0,3%*
Livrets A et bleus	*363,2*	*369,0*	*382,5*	*391,9*	*391,1*	*397,6*	*410,2*	*415,2*	*6,0%*	*1,2%*
Livrets jeunes	*11,4*	*12,6*	*13,2*	*14,2*	*14,5*	*14,9*	*14,9*	*15,2*	*6,6%*	*1,8%*
Livrets d'épargne populaire	*47,0*	*56,5*	*58,0*	*63,5*	*64,7*	*68,7*	*68,1*	*70,1*	*10,5%*	*3,0%*
Livrets de développement durable	*66,6*	*75,0*	*82,7*	*100,4*	*104,1*	*112,1*	*117,3*	*120,8*	*20,2%*	*3,0%*
Comptes d'épargne logement	*99,3*	*103,8*	*103,3*	*105,6*	*105,6*	*107,3*	*107,6*	*108,3*	*2,6%*	*0,6%*
Placements indexés sur les taux de marché	160,1	138,6	145,4	187,4	201,4	205,3	232,4	237,7	26,9%	2,3%
dont comptes à terme	*95,9*	*89,5*	*99,9*	*124,9*	*134,8*	*139,4*	*161,8*	*163,5*	30,9%	1,0%
dont bons de caisse	*2,8*	*2,0*	*1,8*	*1,3*	*1,1*	*1,1*	*1,0*	*1,0*	-21,2%	-3,5%
dont OPCVM monétaires	*60,9*	*46,9*	*43,5*	*61,0*	*65,4*	*64,8*	*69,5*	*73,2*	*19,8%*	*5,3%*
Epargne à long terme	**1 194,1**	**1 333,3**	**1 404,6**	**1 704,6**	**1 697,9**	**1 749,8**	**1 737,5**	**1 737,4**	**1,9%**	**0,0%**
Plans d'épargne logement	458,4	480,9	474,8	459,2	454,5	463,4	456,3	447,6	-2,5%	-1,9%
Plans d'épargne populaire	106,2	102,6	96,0	90,2	88,5	88,9	87,8	85,6	-5,1%	-2,5%
Autres comptes d'épargne	2,5	4,1	4,7	6,5	6,8	6,9	6,7	6,9	6,4%	2,9%
Portefeuille-titres	132,9	158,2	163,3	173,6	167,5	166,1	162,1	162,0	-6,7%	-0,1%
OPCVM non monétaires	99,1	88,0	91,7	102,7	103,8	101,4	96,2	93,4	-9,0%	-2,9%
Contrats d'assurance-vie	395,0	499,5	759,8	872,5	876,7	923,2	928,4	942,0	8,0%	1,5%
Autres agents	**296,0**	**298,1**	**284,6**	**344,7**	**321,5**	**332,1**	**344,4**	**389,4**	**13,0%**	**13,0%**
Dépôts à vue	**187,3**	**177,0**	**161,5**	**181,0**	**167,6**	**180,1**	**179,6**	**198,1**	**9,5%**	**10,3%**
Placements liquides ou à court terme	**86,3**	**103,5**	**105,4**	**146,3**	**136,1**	**133,9**	**146,3**	**172,4**	**17,9%**	**17,9%**
Comptes d'épargne à régime spécial	21,5	37,3	41,7	43,2	25,6	28,2	33,3	30,6	-29,2%	-8,3%
Placements indexés sur les taux de marché	64,8	66,1	63,7	103,1	110,5	105,7	112,9	141,8	37,6%	25,6%
dont comptes à terme	33,3	33,8	29,9	54,8	65,6	56,6	56,9	84,5	54,3%	48,7%
Epargne à long terme	**22,4**	**17,7**	**17,7**	**17,4**	**17,9**	**18,1**	**18,5**	**18,9**	**8,3%**	**1,8%**
Total actifs financiers	**4 290,1**	**4 579,5**	**4 813,6**	**5 429,3**	**5 487,2**	**5 721,1**	**5 727,9**	**5 717,5**	**5,3%**	**-0,2%**
Dépôts à vue	**1 538,2**	**1 610,9**	**1 687,4**	**1 853,1**	**1 849,2**	**2 033,5**	**1 918,2**	**1 876,0**	**1,2%**	**-2,2%**
Placements liquides ou à court terme	**1 470,1**	**1 560,2**	**1 624,9**	**1 799,1**	**1 864,5**	**1 872,8**	**2 008,2**	**2 038,9**	**13,3%**	**1,5%**
Comptes d'épargne à régime spécial	1 012,8	1 080,1	1 135,0	1 189,7	1 178,7	1 210,1	1 248,7	1 258,4	5,8%	0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	457,2	480,1	489,9	609,3	685,8	662,7	759,5	780,5	28,1%	2,8%
Epargne à long terme	**1 281,8**	**1 408,4**	**1 501,3**	**1 777,1**	**1 773,5**	**1 814,8**	**1 801,5**	**1 802,6**	**1,4%**	**0,1%**

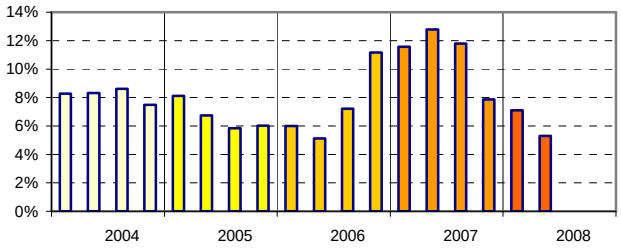
Source : IEDOM

Ensemble des actifs financiers

En millions €



variations en glissement annuel

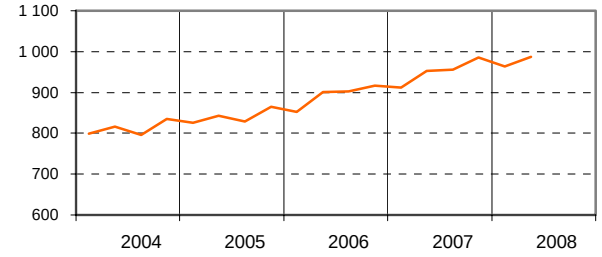


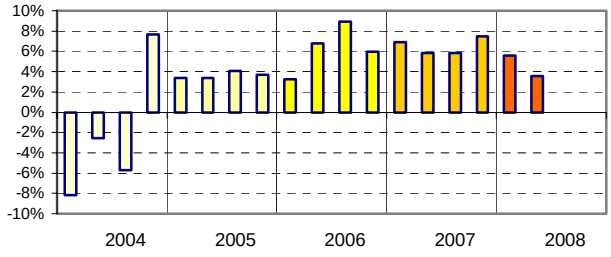
Les placements des ménages

En millions €

Dépôts à vue

variation en glissement annuel (en %)

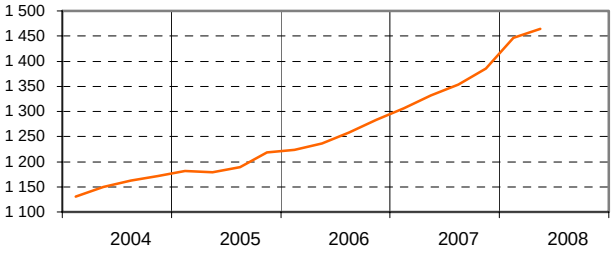


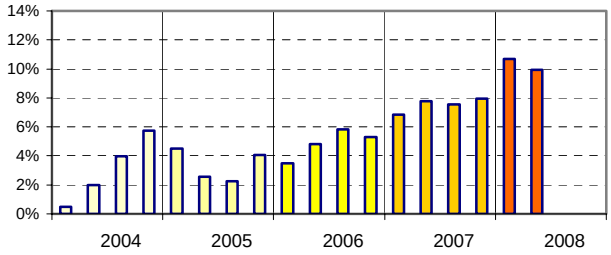


En millions €

Placements liquides à court terme

variation en glissement annuel (en %)

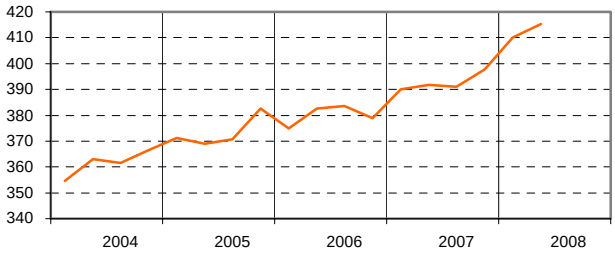


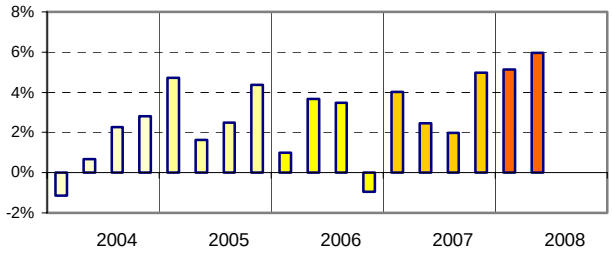


En millions €

Livrets A et Bleu

variation en glissement annuel (en %)

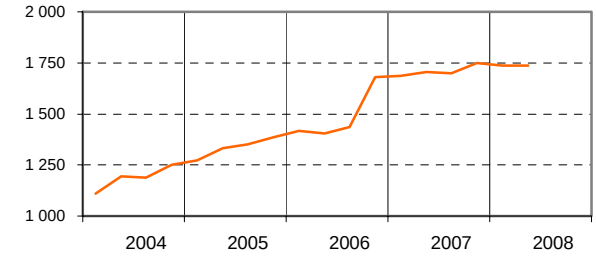


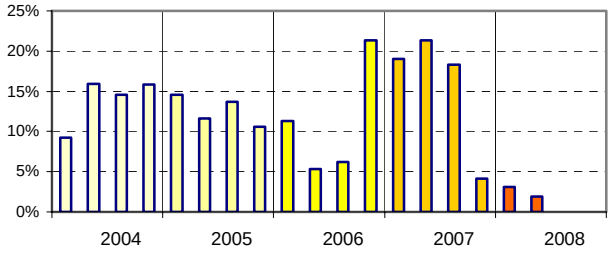


En millions €

Epargne à long terme

variation en glissement annuel (en %)

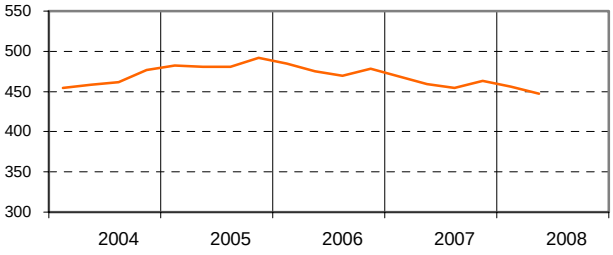


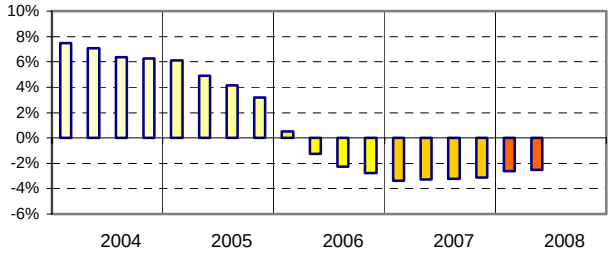


En millions €

Plans d'épargne logement

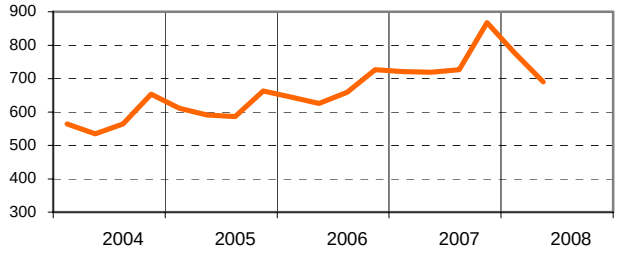
variation en glissement annuel (en %)

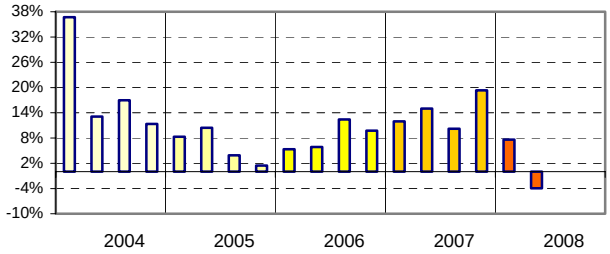




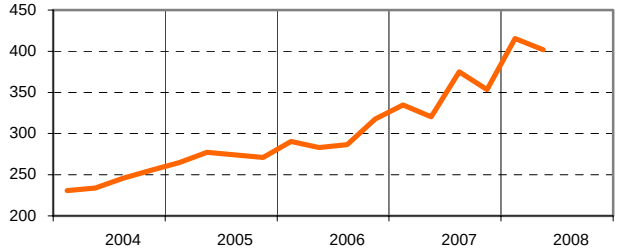
Les disponibilités des entreprises

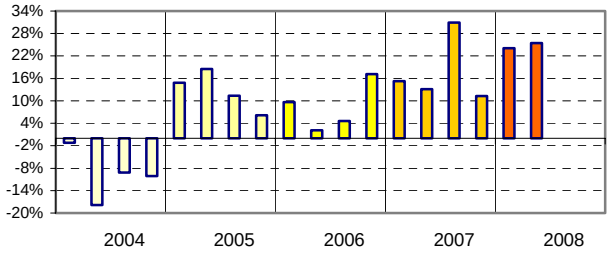
En millions € **Dépôts à vue** variation en glissement annuel (en %)



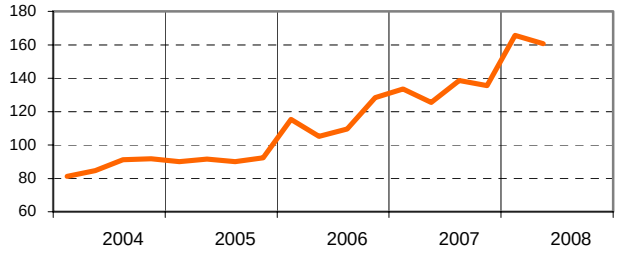


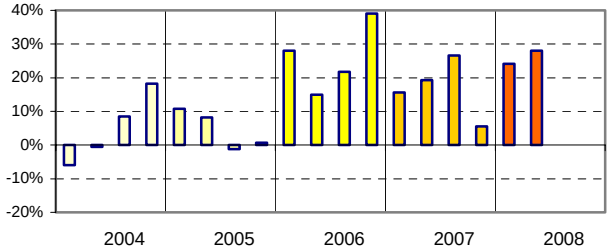
En millions € **Placements liquides à court terme** variation en glissement annuel (en %)



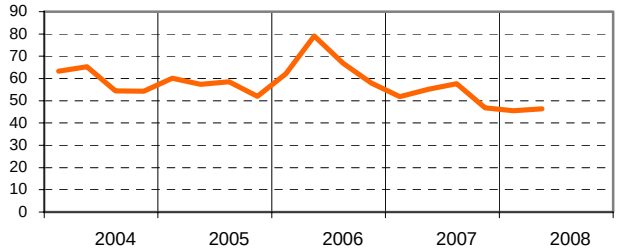


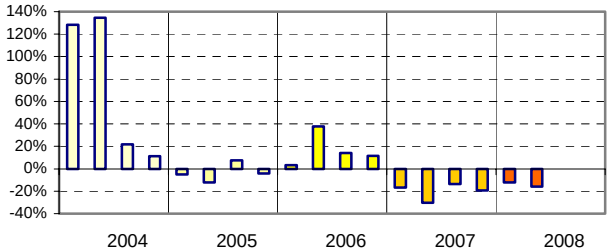
En millions € **Dépôts à terme** variation en glissement annuel (en %)





En millions € **Epargne à long terme** variation en glissement annuel (en %)





4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

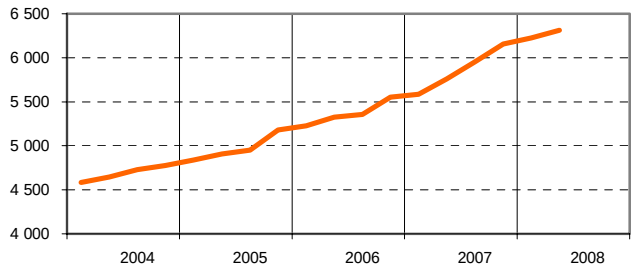
4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

CCB TZE	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin 04	juin 05	juin 06	juin 07	sept 07	déc 07	mars 08	juin 08	1 an	3 mois
Entreprises	**2 313,6**	**2 509,5**	**2 657,7**	**2 901,2**	**3 009,8**	**3 109,1**	**3 139,2**	**3 204,3**	**10,4%**	**2,1%**
Crédits d'exploitation	**344,2**	**421,4**	**409,8**	**446,5**	**444,4**	**455,9**	**457,3**	**472,5**	**5,8%**	**3,3%**
Créances commerciales	36,9	35,8	39,5	34,0	40,1	42,3	33,5	34,5	1,5%	3,0%
Crédits de trésorerie	133,9	203,9	195,4	215,8	191,7	190,0	201,9	215,8	0,0%	6,9%
dont entrepreneurs individuels	*41,0*	*58,4*	*52,8*	*51,3*	*47,9*	*48,2*	*47,0*	*48,3*	*-5,8%*	*2,8%*
Comptes ordinaires débiteurs	149,7	159,8	149,8	164,7	179,7	187,7	188,7	191,6	16,3%	1,6%
Affacturage	23,7	21,9	25,1	32,0	33,0	35,8	33,2	30,6	-4,5%	-7,8%
Crédits d'investissement	**815,1**	**864,9**	**932,5**	**1 132,0**	**1 163,5**	**1 224,9**	**1 255,1**	**1 279,1**	**13,0%**	**1,9%**
Crédits à l'équipement	630,4	671,6	744,2	934,3	967,1	1 003,7	1 023,6	1 052,5	12,7%	2,8%
dont entrepreneurs individuels	*81,5*	*62,1*	*100,9*	*112,5*	*114,0*	*115,5*	*113,7*	*109,2*	*-2,9%*	*-4,0%*
Crédit-bail	184,7	193,3	188,3	197,8	196,3	221,2	231,5	226,6	14,6%	-2,1%
Crédits à l'habitat	**1 080,5**	**1 154,7**	**1 239,8**	**1 308,2**	**1 381,4**	**1 409,2**	**1 408,3**	**1 434,6**	**9,7%**	**1,9%**
Autres crédits	**73,8**	**68,5**	**75,5**	**14,5**	**20,5**	**19,1**	**18,6**	**18,1**	**24,4%**	**-3,0%**
Ménages	**1 734,7**	**1 795,1**	**1 925,4**	**2 103,2**	**2 196,5**	**2 262,3**	**2 285,8**	**2 328,3**	**10,7%**	**1,9%**
Crédits à la consommation	**723,1**	**753,8**	**802,6**	**854,1**	**866,6**	**885,2**	**886,2**	**891,4**	**4,4%**	**0,6%**
Crédits de trésorerie	639,1	683,9	722,8	774,4	787,4	805,2	801,7	809,6	4,5%	1,0%
Comptes ordinaires débiteurs	45,6	39,4	43,8	40,4	39,1	39,7	43,5	40,5	0,3%	-6,9%
Crédit-bail	38,5	30,4	36,0	39,3	40,2	40,2	41,0	41,2	5,0%	0,6%
Crédits à l'habitat	**1 009,0**	**1 038,5**	**1 120,4**	**1 246,6**	**1 327,0**	**1 374,9**	**1 397,4**	**1 434,6**	**15,1%**	**2,7%**
Autres crédits	**2,7**	**2,8**	**2,5**	**2,4**	**2,8**	**2,2**	**2,2**	**2,3**	**-7,7%**	**1,4%**
Collectivités locales	**523,5**	**528,2**	**608,8**	**605,9**	**589,2**	**634,3**	**629,8**	**626,2**	**3,4%**	**-0,6%**
Crédits d'exploitation	**0,6**	**1,3**	**3,6**	**22,8**	**3,7**	**3,2**	**8,4**	**11,2**	**-51,0%**	**33,3%**
Crédits de trésorerie	0,6	1,3	3,6	22,8	3,7	3,2	8,2	10,8	-52,6%	31,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0	0,0	-	-	0,1	0,2	0,4	ns	ns
Crédits d'investissement	**457,3**	**452,4**	**528,5**	**567,5**	**570,1**	**616,6**	**607,6**	**602,0**	**6,1%**	**-0,9%**
Crédits à l'équipement	457,1	452,1	527,2	566,4	569,1	615,7	606,6	601,1	6,1%	-0,9%
Crédit-bail	0,2	0,3	1,2	1,1	1,0	0,9	1,1	0,9	-15,8%	-14,0%
Crédits à l'habitat	**25,8**	**31,6**	**29,4**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**-39,9%**	**-17,8%**
Autres crédits	**39,8**	**42,8**	**47,3**	**15,5**	**15,3**	**14,4**	**13,6**	**13,0**	**-16,4%**	**-4,9%**
Autres agents et CCB non ventilés	**99,3**	**104,8**	**133,6**	**149,5**	**156,9**	**150,4**	**168,4**	**152,4**	**1,9%**	**-9,5%**
Total sain	**4 671,2**	**4 937,6**	**5 325,5**	**5 759,8**	**5 952,4**	**6 156,1**	**6 223,1**	**6 311,2**	**9,6%**	**1,4%**
Créances douteuses brutes	**572,2**	**559,4**	**599,2**	**582,2**	**595,0**	**598,5**	**603,9**	**597,9**	**2,7%**	**-1,0%**
Créances douteuses nettes	**199,0**	**199,8**	**231,6**	**208,5**	**217,3**	**231,9**	**233,2**	**227,9**	**9,3%**	**-2,3%**
dont entreprises	138,0	134,1	154,1	129,5	135,1	153,5	155,8	140,0	8,2%	-10,1%
dont ménages	48,8	51,7	74,6	74,1	78,0	73,8	71,2	74,2	0,1%	4,1%
Provisions	**373,2**	**359,6**	**367,6**	**373,7**	**377,8**	**366,6**	**370,7**	**369,9**	**-1,0%**	**-0,2%**
Encours total	**5 243,4**	**5 497,0**	**5 924,7**	**6 342,1**	**6 547,4**	**6 754,6**	**6 827,1**	**6 909,1**	**8,9%**	**1,2%**
Taux de créances douteuses	*10,9%*	*10,2%*	*10,1%*	*9,2%*	*9,1%*	*8,9%*	*8,8%*	*8,7%*	*-0,5 pt*	*-0,2 pt*
Taux de provisionnement	*75,6%*	*75,6%*	*74,3%*	*74,7%*	*73,3%*	*71,4%*	*72,5%*	*70,4%*	*-4,3 pt*	*-2,2 pt*

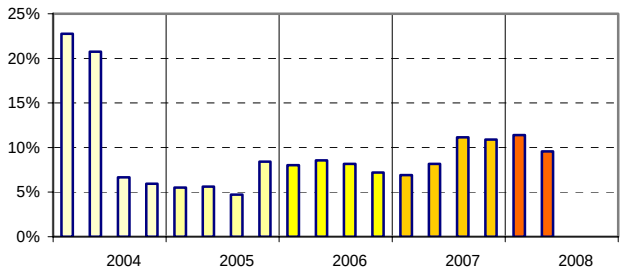
Source : IEDOM

Encours de crédit sain total

en millions €



variations en glissement annuel



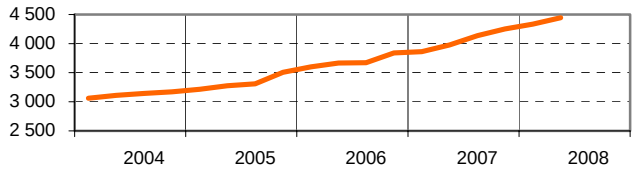
4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

CCB ZE	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin 04	juin 05	juin 06	juin 07	sept 07	déc 07	mars 08	juin 08	1 an	3 mois
Entreprises	**907,2**	**1 018,3**	**1 170,1**	**1 306,6**	**1 351,9**	**1 400,6**	**1 455,2**	**1 519,4**	**16,3%**	**4,4%**
Crédits d'exploitation	**297,6**	**353,3**	**372,2**	**399,8**	**399,1**	**413,2**	**414,2**	**425,3**	**6,4%**	**2,7%**
Créances commerciales	36,9	35,8	38,3	33,8	39,9	42,1	33,3	34,2	1,0%	2,5%
Crédits de trésorerie	129,4	179,6	178,2	194,8	176,2	177,8	184,6	201,5	3,4%	9,1%
dont entrepreneurs individuels	*41,0*	*58,4*	*52,4*	*50,1*	*46,3*	*46,9*	*45,9*	*47,3*	*-5,7%*	*2,9%*
Comptes ordinaires débiteurs	107,6	115,9	130,6	139,3	150,2	157,6	163,2	159,0	14,2%	-2,6%
Affacturage	23,7	21,9	25,1	31,9	32,8	35,7	33,1	30,6	-4,1%	-7,5%
Crédits d'investissement	**465,3**	**498,2**	**576,2**	**705,7**	**727,4**	**760,1**	**811,7**	**838,7**	**18,8%**	**3,3%**
Crédits à l'équipement	400,0	423,7	481,0	598,1	623,4	652,0	700,1	728,1	21,7%	4,0%
dont entrepreneurs individuels	*81,5*	*62,1*	*63,5*	*62,7*	*64,9*	*65,3*	*67,8*	*66,2*	*5,6%*	*-2,3%*
Crédit-bail	65,3	74,5	95,1	107,6	104,0	108,1	111,6	110,6	2,8%	-0,8%
Crédits à l'habitat	**73,9**	**102,0**	**149,6**	**189,8**	**208,1**	**211,5**	**213,9**	**240,6**	**26,7%**	**12,5%**
Autres crédits	**70,3**	**64,9**	**72,2**	**11,3**	**17,3**	**15,8**	**15,4**	**14,9**	**31,9%**	**-3,5%**
Ménages	**1 494,7**	**1 583,1**	**1 700,8**	**1 861,6**	**1 949,0**	**2 006,9**	**2 027,0**	**2 064,7**	**10,9%**	**1,9%**
Crédits à la consommation	**671,3**	**699,6**	**743,6**	**794,2**	**804,7**	**821,8**	**822,7**	**828,8**	**4,4%**	**0,7%**
Crédits de trésorerie	587,3	629,7	664,5	715,0	725,9	742,2	738,5	747,3	4,5%	1,2%
Comptes ordinaires débiteurs	45,6	39,4	43,1	39,9	38,7	39,4	43,2	40,2	0,6%	-7,0%
Crédit-bail	38,5	30,4	36,0	39,3	40,2	40,2	41,0	41,2	5,0%	0,6%
Crédits à l'habitat	**820,9**	**880,9**	**954,7**	**1 065,0**	**1 141,4**	**1 182,9**	**1 202,1**	**1 233,7**	**15,8%**	**2,6%**
Autres crédits	**2,4**	**2,6**	**2,5**	**2,4**	**2,8**	**2,2**	**2,2**	**2,3**	**-7,7%**	**1,4%**
Collectivités locales	**129,2**	**117,7**	**196,4**	**203,8**	**204,2**	**227,5**	**225,7**	**226,8**	**11,3%**	**0,5%**
Crédits d'exploitation	**0,6**	**1,3**	**3,6**	**0,9**	**1,2**	**0,7**	**1,7**	**3,5**	**297,3%**	**109,8%**
Crédits de trésorerie	0,6	1,3	3,6	0,9	1,2	0,6	1,5	3,1	255,1%	110,4%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0	0,0	-	-	0,1	0,2	0,4	ns	ns
Crédits d'investissement	**128,4**	**116,2**	**192,6**	**202,7**	**202,9**	**226,7**	**223,9**	**223,2**	**10,1%**	**-0,3%**
Crédits à l'équipement	128,2	115,9	192,0	202,3	202,5	226,4	223,4	222,8	10,1%	-0,3%
Crédit-bail	0,2	0,3	0,6	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	-0,5%	-10,4%
Crédits à l'habitat	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**-29,1%**	**-17,8%**
Autres crédits	**-**	**0,0**	**0,1**	**0,0**	**0,1**	**0,0**	**-**	**-**	**ns**	**ns**
Autres agents et CCB non ventilés	**71,5**	**70,3**	**97,5**	**103,9**	**111,4**	**101,3**	**112,7**	**108,7**	**4,6%**	**-3,6%**
Total sain	**2 602,6**	**2 789,4**	**3 164,8**	**3 475,9**	**3 616,6**	**3 736,4**	**3 820,6**	**3 919,7**	**12,8%**	**2,6%**
Créances douteuses brutes	**507,3**	**483,2**	**499,4**	**504,7**	**520,3**	**518,0**	**514,6**	**525,0**	**4,0%**	**2,0%**
Créances douteuses nettes	**135,5**	**124,7**	**132,7**	**131,6**	**143,1**	**152,0**	**144,4**	**155,6**	**18,2%**	**7,8%**
dont entreprises	91,9	85,6	71,8	68,3	76,2	87,4	80,8	91,0	33,3%	12,6%
dont ménages	38,5	36,1	58,0	59,4	63,8	62,0	59,4	62,4	5,0%	4,9%
Provisions	**371,7**	**358,5**	**366,7**	**373,1**	**377,2**	**366,0**	**370,2**	**369,4**	**-1,0%**	**-0,2%**
Total brut	**3 109,9**	**3 272,6**	**3 664,2**	**3 980,6**	**4 136,8**	**4 254,4**	**4 335,2**	**4 444,7**	**11,7%**	**2,5%**
Taux de créances douteuses	*16,3%*	*14,8%*	*13,6%*	*12,7%*	*12,6%*	*12,2%*	*11,9%*	*11,8%*	*-0,9 pt*	*-0,1 pt*
Taux de provisionnement	*73,3%*	*74,2%*	*73,4%*	*73,9%*	*72,5%*	*70,7%*	*71,9%*	*70,4%*	*-3,6 pt*	*-1,6 pt*

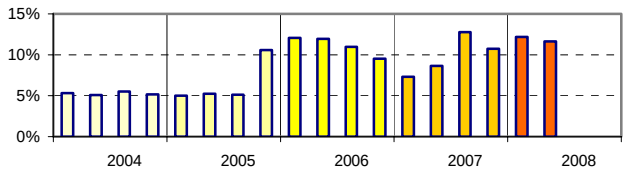
Source : IEDOM

Ensemble des crédits des EC locaux

en millions €

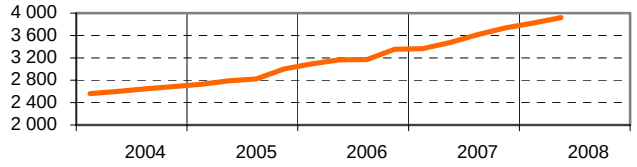


variations en glissement annuel

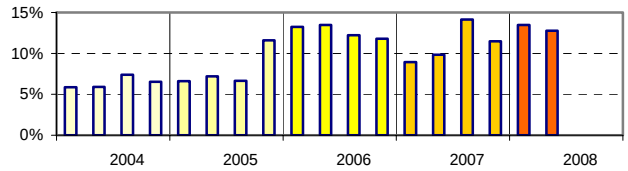


Encours de crédit sain des EC locaux

en millions €



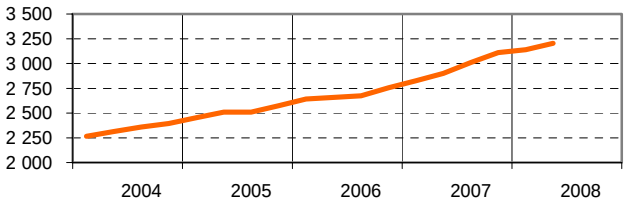
variations en glissement annuel



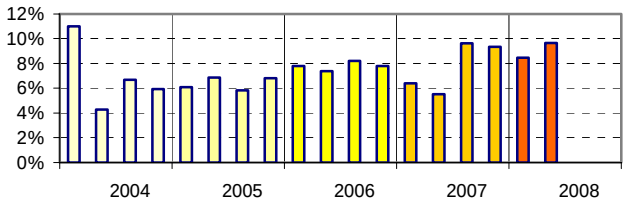
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours sains

en millions €

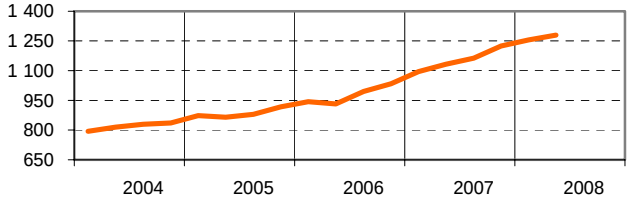


variations en glissement annuel

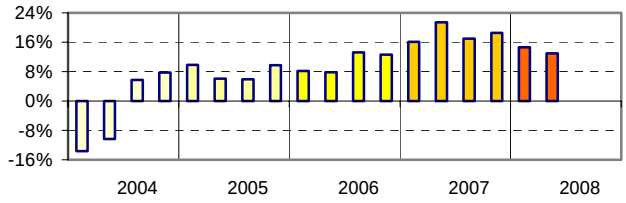


Crédits d'investissement

en millions €

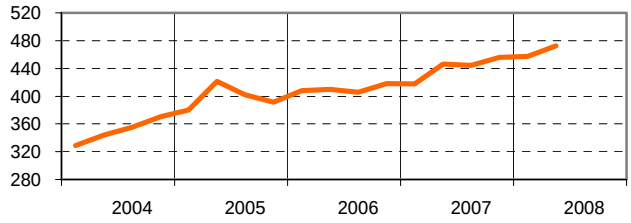


variations en glissement annuel

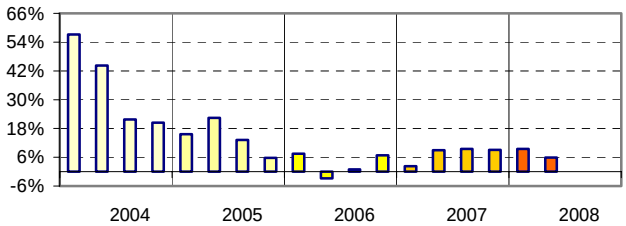


Crédits d'exploitation

en millions €

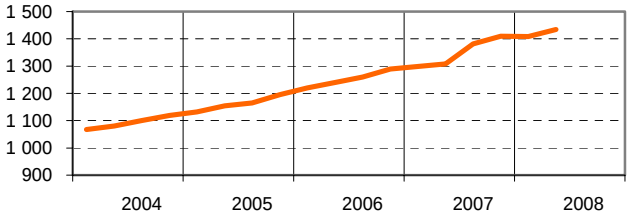


variations en glissement annuel

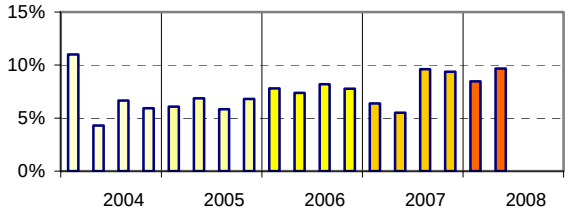


Crédits immobilier

en millions €

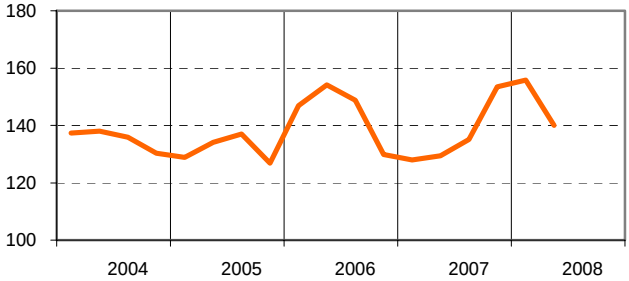


variations en glissement annuel

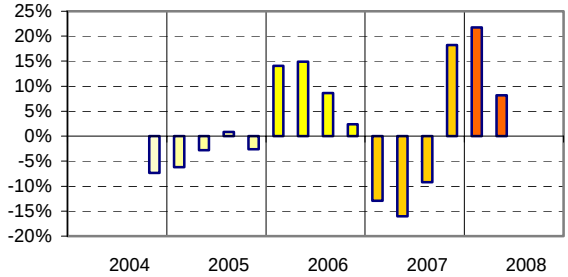


Créances douteuses nettes

en millions €



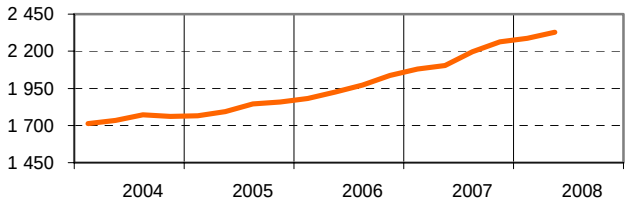
variations en glissement annuel



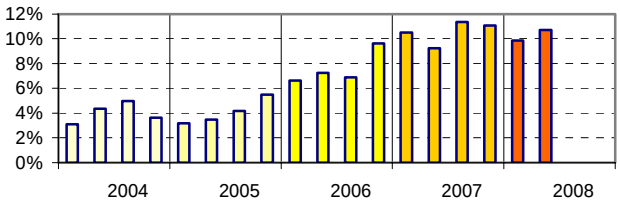
L'endettement des ménages

Ensemble des concours sains

en millions €

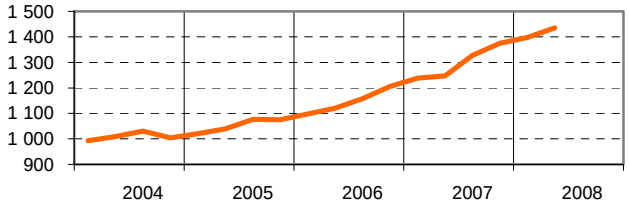


variations en glissement annuel

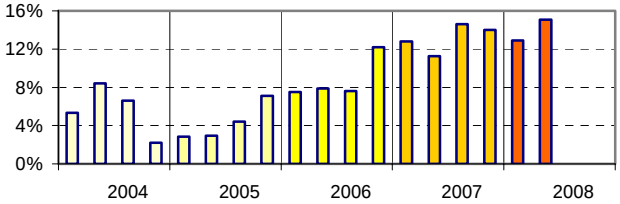


Crédits à l'habitat

en millions €

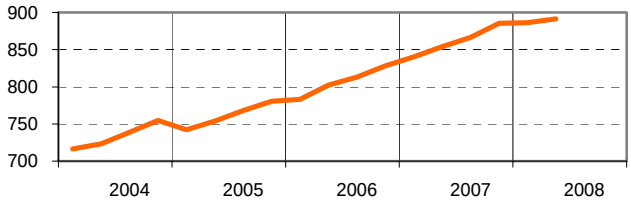


variations en glissement annuel

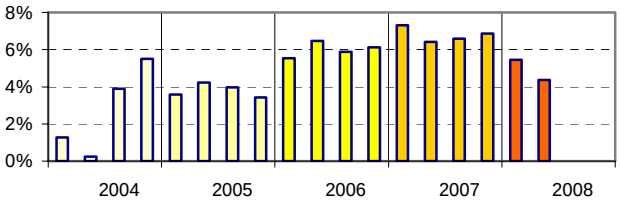


Crédits à la consommation

en millions €

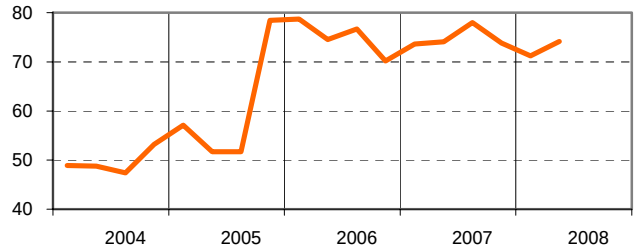


variations en glissement annuel

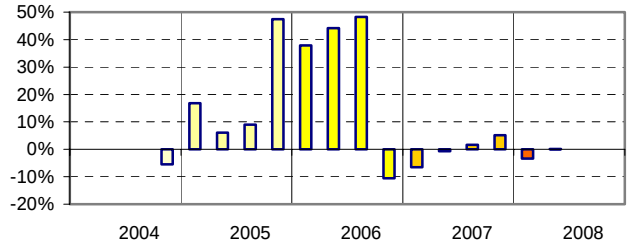


Créances douteuses nettes

en millions €



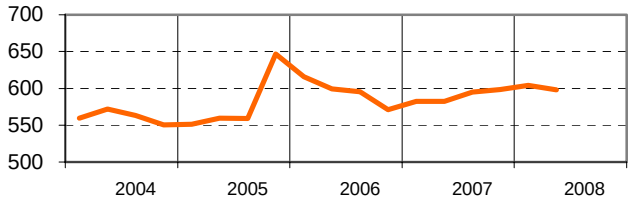
variations en glissement annuel



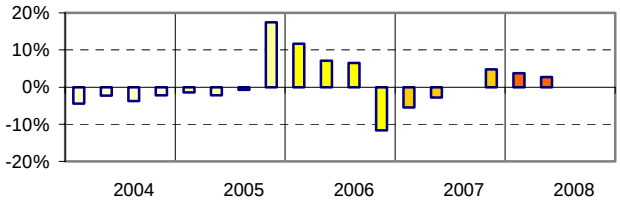
L'évolution des créances douteuses brutes

Créances douteuses brutes

en millions €

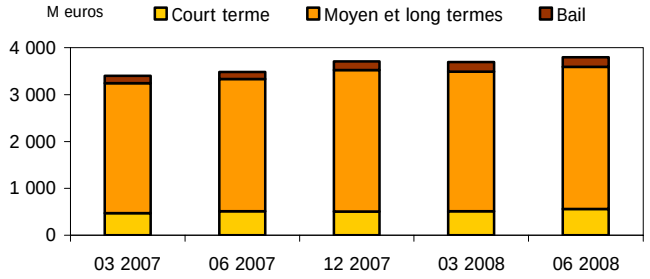


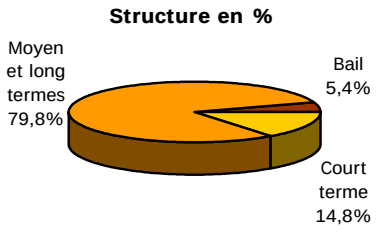
variations en glissement annuel



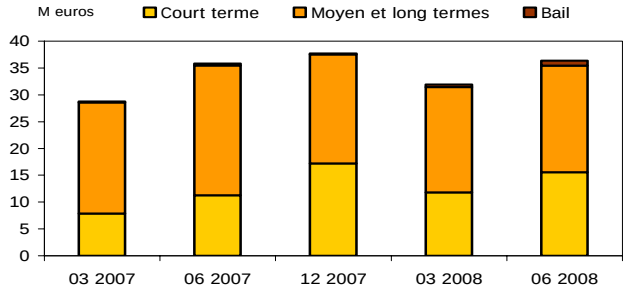
5. Risques sectoriels[1]

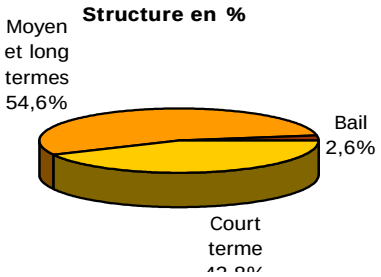
Evolution globale



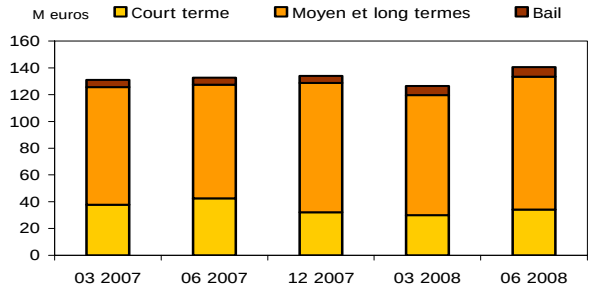


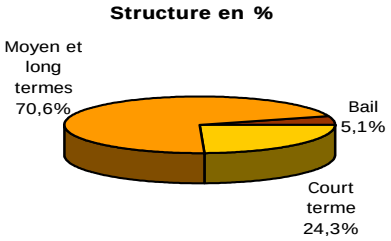
Secteur primaire



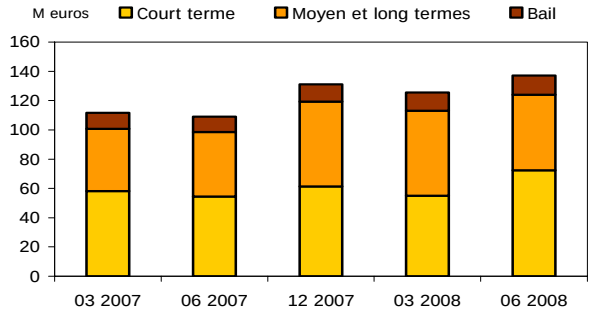


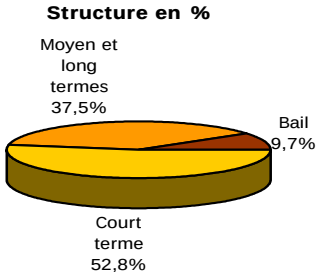
Industrie



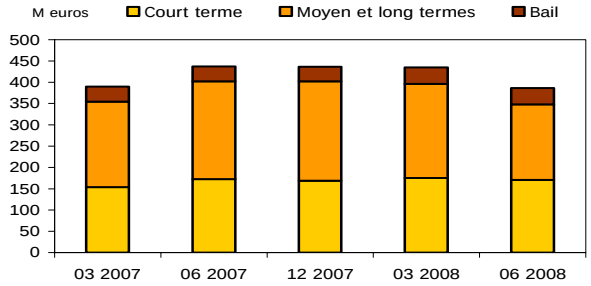


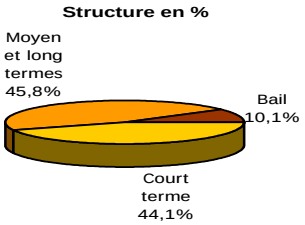
Construction





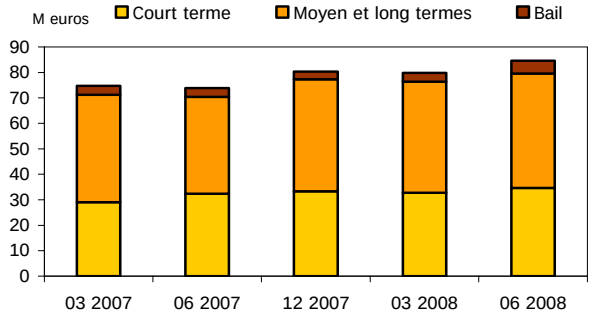
Commerce

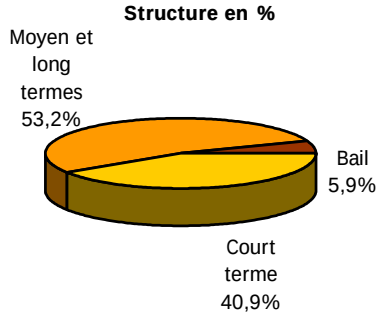




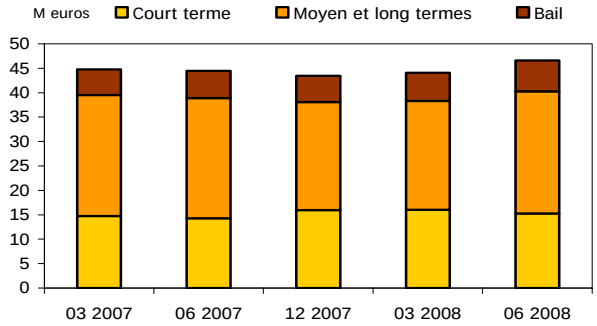
[1] Les données sont issues du Service Central des Risques de la Banque de France.

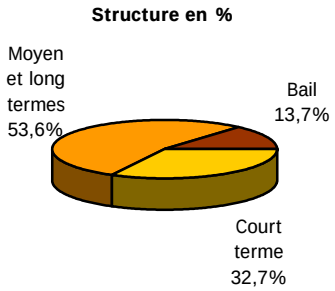
Hôtels - restaurants



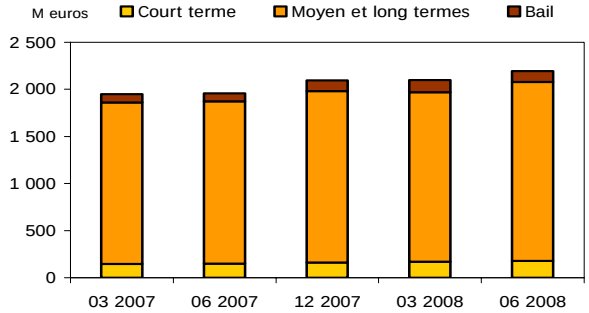


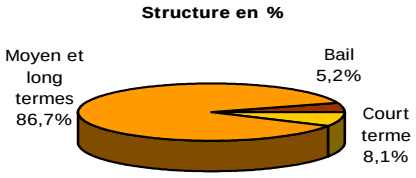
Transports



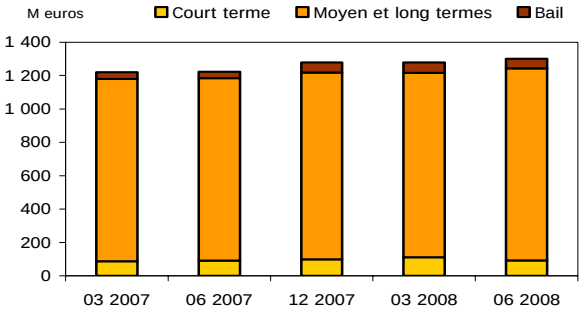


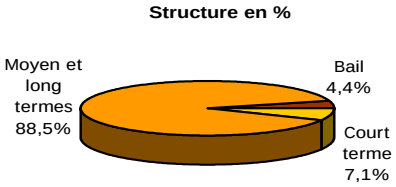
Services



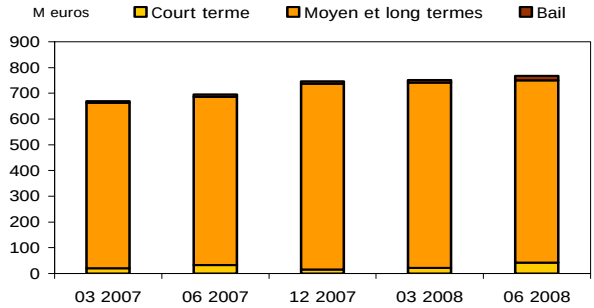


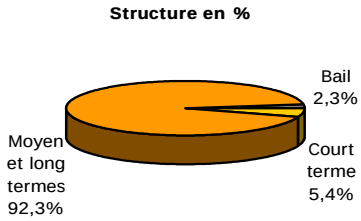
dont Immobilier





Autres secteurs





6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

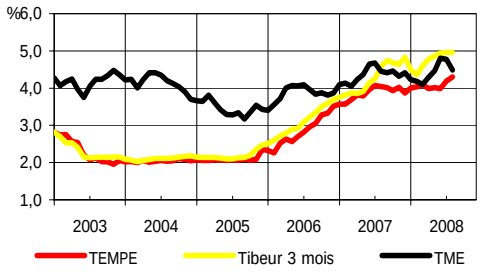
TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/07/08)	4,25%
Taux de la facilité de dépôt (09/07/08)	3,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (09/07/08)	5,25%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 08)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
4,00%	4,00%	4,50%
PEL*	CEL*	
2,50%	2,75%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2008 (JO du 23/02/08)	3,99%	
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)	2,95%	

** Hors prime d'Etat*

Source : Banque de France

6.2 Principaux taux de marché

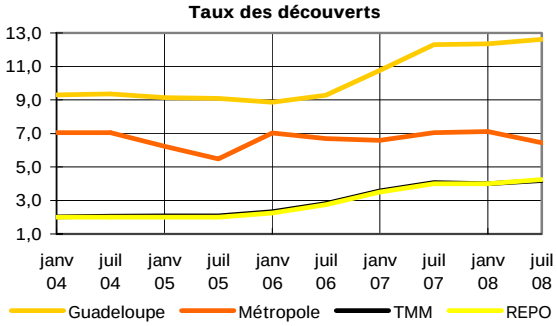


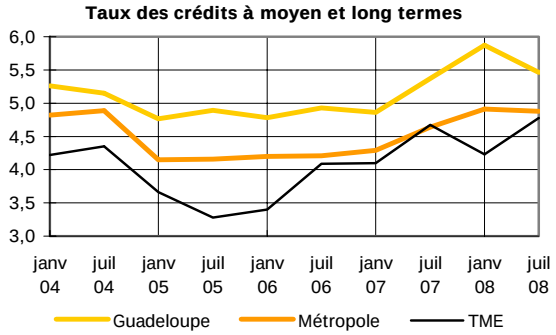
6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	janv 2007	juil 2007	janv 2008	juil 2008	Var. en pts 6 mois	Var. en pts 1 an
Crédits CT						
Escompte	6,67	7,48	8,80	9,67	0,87	2,19
Découvert	10,76	12,30	12,34	12,61	0,27	0,31
Autres crédits CT	5,76	6,61	6,95	8,47	1,52	1,86
Total crédits CT	**8,73**	**9,97**	**10,62**	**11,28**	**0,66**	**1,31**
Crédits MT et LT	**4,86**	**5,37**	**5,87**	**5,46**	**-0,41**	**0,09**
ENSEMBLE	***6,79***	***7,50***	***8,12***	***8,04***	***-0,08***	***0,54***

Source : IEDOM





Source : IEDOM, Banque de France

6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1996.

	Catégorie	Taux effectif pratiqué au 2ème trim. 2008 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 3ème trimestre 2008
PARTICULIERS	**Prêts immobiliers aux particuliers**		
	- Prêts à taux fixe	5,48%	7,31%
	- Prêts à taux variable	5,39%	7,19%
	- Prêts relais	5,43%	7,24%
	Autres prêts aux particuliers		
	- Prêts <= 1 524 € (*)	15,57%	20,76%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	15,38%	20,51%
	- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	7,26%	9,68%
ENTREPRISES	**Prêts aux entreprises**		
	- Découverts en compte (**)	10,69%	14,25%

L'article 7 de la loi la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

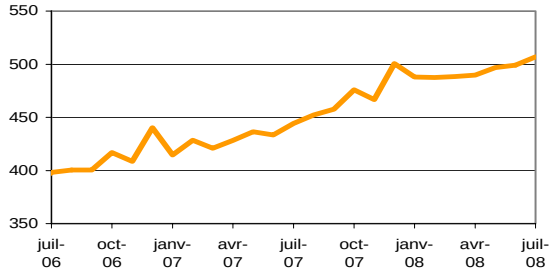
Source : Banque de France

7. Monnaie fiduciaire

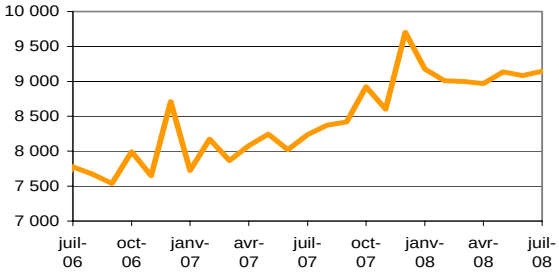
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets

en millions €

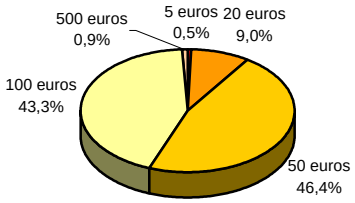


en milliers d'unités

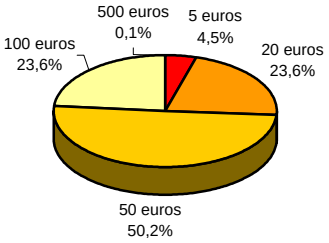


Répartition par coupure de l'émission nette de billets au 31 juillet 2008

Répartition en valeur



Répartition en volume

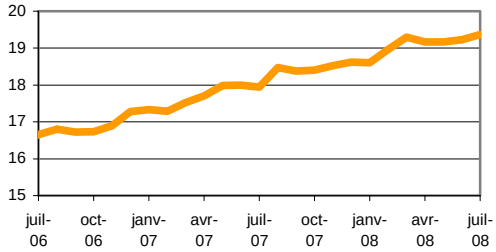


* hors billets de 10 euros (la contribution étant négative)

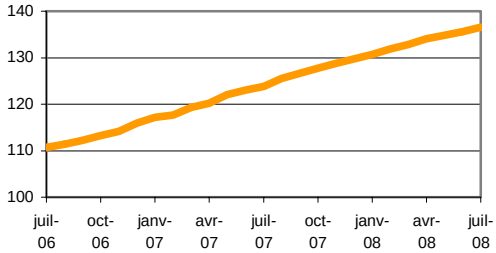
7.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces

en millions €

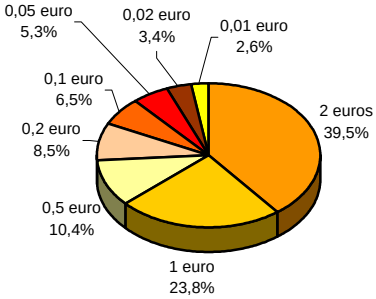


en millions d'unités

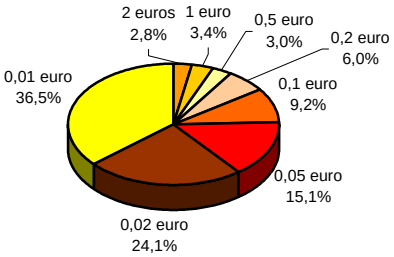


Répartition par coupure de l'émission nette de pièces au 31 juillet 2008

Répartition en valeur



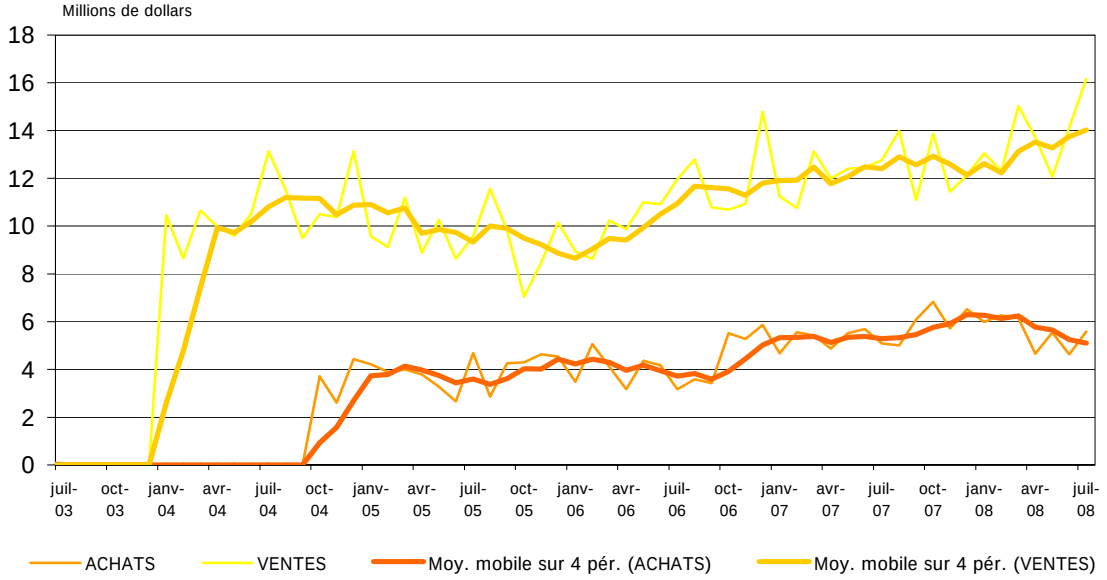
Répartition en volume



8. Changeurs manuels

8.1 Achats et ventes de dollars

Evolution des achats et des ventes de dollars US en Guadeloupe entre 2003 et 2008



Source : IEDOM

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandie BOYER

Luc Le CABELLEC

Michelle MINATCHY

Pascal RICHER

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Parc d'activités La providence – ZAC de Dothémare - 97 139 LES ABYMES
Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : L. LE CABELLEC
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 23 septembre 2008
Dépôt légal : septembre 2008- n° ISSN : 0296-3116